

Document de base de l'intervention de Christian DUPESSEY, Maire d'Annemasse, au Congrès Départemental des Maires du 7 novembre 2009

Après avoir saluer l'intérêt de l'exposé de Monsieur BALLADUR, Christian DUPESSEY a souligné que cette nécessaire réforme des collectivités territoriales devenait « une occasion manquée ».

En effet, Monsieur BALLADUR venait d'affirmer que les objectifs de la Commission qu'il présidait était d'aboutir à des « collectivités territoriales plus fortes, plus autonomes, aux responsabilités équilibrées ». Sur ces bases, on aurait pu, on aurait dû rechercher le plus large consensus. C'était possible. Au contraire, aujourd'hui, les propositions du gouvernement inquiètent tous les élus. Je prendrai trois exemples :

1) Il faudrait, dit le gouvernement, diminuer le nombre des élus sous prétexte de faire des économies. Chacun sait, Monsieur BALLADUR vient de le dire, que c'est un mauvais prétexte. Diminuer le nombre des élus, c'est se priver de femmes et d'hommes dévoués, le plus souvent bénévoles, qui consacrent leur temps à l'intérêt général. Le tissu des élus locaux est bien nécessaire, il est une garantie forte d'une citoyenneté active.

2) A propos de la réforme département-région, le seul vrai problème (Monsieur BALLADUR l'a bien montré à propos de la culture) concerne la répartition des compétences. Il faut en ce domaine clarifier, simplifier. Or, le débat aujourd'hui se limite à des aspects politiques diviseurs. La création du conseiller territorial à qui on impose un cumul département et région et pour lequel on prévoit un scrutin dont l'objectif à peine voilé est de favoriser le camp de la majorité présidentielle, illustre les manœuvres gouvernementales.

3) A cela ajoutons, cerise sur le gâteau si j'ose dire, la réforme de la Taxe Professionnelle. Chacun le dit, si cette réforme est nécessaire, elle doit venir après la réforme territoriale pour pouvoir prendre réellement en compte les besoins des collectivités locales en lien avec leurs compétences. Au contraire, aujourd'hui, le seul choix qui reste aux communes, aux intercommunalités, aux départements et aux régions est soit une véritable mise sous tutelle financière par un système de compensation soit une augmentation forte des impôts des ménages. Au moment où le gouvernement fait de la baisse des impôts un axe de sa politique, il contraindrait les collectivités à les augmenter. Quel paradoxe ! Vraiment, c'est l'occasion manquée d'une vraie réforme partagée par tous.

Enfin, l'évolution de notre région montre qu'il sera important d'approfondir les conditions d'une gouvernance des métropoles transfrontalières. C'est un enjeu décisif pour le franco-genevois.